

Service PRE – Secteur Elevages
9, rue du sabot
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 10/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/02/2023

Contexte et constats

Publié sur



SCEA EON REHEL ex SARL AMICE ELEVAGE

16 BOSCHET MONNIER "LA HAIE SEBILLE"
22250 ÉRÉAC

Références : RTLLM-2023-02-07-01
Code AIOT : 0052202063

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/02/2023 dans l'établissement SCEA EON REHEL ex SARL AMICE ELEVAGE implanté 16 BOSCHET MONNIER "LA HAIE SEBILLE" 22250 ÉRÉAC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA EON REHEL ex SARL AMICE ELEVAGE
- 16 BOSCHET MONNIER "LA HAIE SEBILLE" 22250 ÉRÉAC
- Code AIOT : 0052202063
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SCEA EON REHEL est autorisée par arrêté préfectoral modificatif du 25/01/2022 à exploiter au lieu-dit « 16 Le Boschet Monnier » un élevage de volaille dont la capacité maximale est de 41750 emplacements de poulettes démarrées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Visite dans le cadre de l'instruction d'un dossier de demande d'autorisation environnementale.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 1 | Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier | Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 1 | / | Sans objet |
| 2 | Conformité de l'installation à la demande d'autorisation | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3 | / | Sans objet |
| 3 | Dispositions relatives à l'intégration paysagère | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6 | / | Sans objet |
| 4 | Propreté des installations | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6 et 10 | / | Sans objet |
| 5 | Défense contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 | / | Sans objet |
| 6 | Installations électriques et techniques | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14 | / | Sans objet |
| 7 | Stockage des produits dangereux (rétention et sécurité) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15 | / | Sans objet |
| 8 | Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II | / | Sans objet |
| 9 | Absence de rejets directs d'effluents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26 | / | Sans objet |
| 10 | Dispositions relatives aux prélèvement d'eau (compteur, disconnecteur) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 | / | Sans objet |
| 11 | Dispositions relatives aux forages | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19 | / | Sans objet |
| 12 | Stockage des déchets | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Visite dans le cadre de l'instruction du dossier de demande d'autorisation environnementale. Il n'a pas été relevé de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 1 |
| Thème(s) : Élevage, dispositions générales |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Capacité maximale autorisée : 41750 emplacements de poulettes démarrées |
| Constats : CONFORME |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3 |
| Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation. |
| Constats : CONFORME. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Dispositions relatives à l'intégration paysagère

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6 |
| Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. |
| Constats : CONFORME. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Propreté des installations

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6 et 10 |
| Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Art.6 : L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Art. 10 : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction. |
| Constats : CONFORME. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Défense contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. |
| Constats : CONFORME. Réserve incendie de 120 m ² mise en place. Extincteurs présents et maintenance faite. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Installations électriques et techniques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques. |
| Constats : CONFORME. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Stockage des produits dangereux (rétention et sécurité)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides. Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes. |
| Constats : CONFORME. Cuve à fioul avec système de rétention. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II |
| Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. |
| Constats : CONFORME. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Absence de rejets directs d'effluents

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit. |
| Constats : CONFORME. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : Dispositions relatives aux prélèvement d'eau (compteur, disconnecteur)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 |
| Thème(s) : Élevage, dispositions générales |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code. |
| Constats : CONFORME. |
| Observations : Utilisation de l'eau du réseau. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 11 : Dispositions relatives aux forages (implantation, protection, tête)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé. |
| Constats : CONFORME. |
| Observations : Notification (rapport de travaux) du comblement du forage, abandon de l'ouvrage, à transmettre aux services : DDTM (police de l'eau) et DREAL. Cette formalité met fin à l'obligation d'entretien et de surveillance de l'ouvrage. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 12 : Stockage des déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement. En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Les bords d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. |
| Constats : CONFORME . Congélateur pour cadavres en attente d'enlèvement fonctionnel, dans le bâtiment local technique à l'entrée du site. 2 bacs équarrissage situés à l'extérieur, en bon état. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |